

Elections Législatives du 4 Mars 1973
1re Circonscription d'I.-&-V. Rennes-Nord



HENRI DAUCÉ
Suppléant

Madame,

Monsieur,

Agé de 30 ans, Assistant à la Faculté de Droit de Rennes, je suis candidat du Parti Socialiste dans cette circonscription de Rennes-Nord. Mon engagement socialiste résulte d'une expérience et d'une foi. Né dans un modeste milieu paysan, ayant fait toutes mes études secondaires et supérieures comme boursier de l'Etat, j'ai pu constater et subir les inégalités de la société française. J'ai décidé de les combattre car, profondément respectueux des personnes, je ne reconnais à quiconque le droit d'exploiter autrui. Or, dans la France de 1973, le régime de M. Pompidou crée l'injustice et laisse s'étaler insécurité et violence.

Pour cacher cette situation condamnable, la majorité sortante invoque la richesse de la France. Il est vrai que les travailleurs de ce pays produisent beaucoup, mais ils n'en profitent pas : premier pays d'Europe pour notre taux annuel de croissance, nous ne sommes qu'en sixième position pour notre niveau de vie. En 1956, nos dépenses de sécurité sociale nous plaçaient en tête de notre continent, nous ne sommes plus aujourd'hui qu'en cinquième position. Nous avons la plus forte inégalité de rémunération : les hauts salaires augmentent plus vite que les bas et moyens salaires. Que dire du chômage, de la longueur annuelle du temps de travail, de l'injustice fiscale ? Alors que le revenu des salariés représente 56 % du revenu national, leur part dans l'impôt atteint 74,10 %. Comment expliquer que sur les 200 000 sociétés assujetties à l'impôt sur les bénéfices, 70 000 d'entre elles déclarent ne pas faire de bénéfices ? Or, sur ces 70 000, seules quelques centaines par an tombent en déconfiture, font faillite ou sont mises en liquidation judiciaire !

Que penser d'un régime qui entretient les ségrégations sociales : les fils d'ouvriers ont 3,5 % de chances d'accéder à l'Université, contre 60 % pour les enfants de cadres supérieurs.

Toute la politique actuelle tend à préserver le pouvoir d'une caste qui tente d'appeler intérêt général ce qui n'est en définitive que son intérêt personnel. Nous sommes les témoins du règne de la République des banquiers et des grandes entreprises. Ils ne respectent que la loi du profit et dominent tout : l'Etat (dont ils se servent pour obtenir de la collectivité subventions et prêts avantageux), l'ouvrier et l'employé (qu'ils exploitent en accélérant les cadences, oubliant les conditions d'hygiène et de sécurité), le commerçant et le paysan (qu'ils intègrent dans des chaînes de distribution ou de production). Tout ce qui ne concourt pas directement à la croissance des bénéfices est délaissé : ainsi en est-il de l'enfance et du troisième âge.

■ LES CITOYENS CONDAMNENT CE RÉGIME !

Avec le Parti Socialiste,
vous changerez la vie, vous vivrez mieux

SIGNATAIRE DU PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT, NOUS VOUS PROPOSONS :

UNE NOUVELLE LIBÉRATION
et une VÉRITABLE PARTICIPATION

UNE NOUVELLE LIBERATION

Elle sera réalisée :

1) PAR LA PLANIFICATION

Les besoins économiques et sociaux s'exprimeront par des Conseils économiques et sociaux élus. L'Assemblée nationale votera le Plan qui s'imposera à toutes les entreprises publiques et privées. Des mesures appropriées concilieront le respect de l'intérêt collectif et l'autonomie des entreprises.

2) PAR LES NATIONALISATIONS

Afin que le pouvoir des citoyens ne soit pas mis en échec par le pouvoir de l'argent, le programme commun de gouvernement prévoit la nationalisation du secteur bancaire et financier, ainsi que celle de neuf groupes industriels (Dassault, Roussel-Helaf, Rhône-Poulenc, Wendel-Sidélor...). Ces entreprises seront dirigées par un Conseil d'administration groupant des représentants élus des travailleurs, des usagers et du pouvoir démocratique. La Nationalisation n'est donc pas l'Etatisation.

3) PAR L'EXTENSION DES POUVOIRS DES TRAVAILLEURS

Toute décision relative à l'embauche, au licenciement, aux conditions de travail, ne pourra recevoir application qu'avec l'accord des représentants du personnel. Dans les entreprises nationalisées, des expériences d'autogestion pourront être faites.

Mon suppléant, Henri DAUCE, agriculteur et militant syndicaliste, s'est engagé politiquement parce que le programme commun favorise la coopération, la création d'offices fonciers ruraux et cantonaux, gérés par des agriculteurs élus, contrôlant les transactions, l'utilisation des sols et disposant d'un droit de préemption. Le statut du fermage et du métayage sera amélioré et effectivement appliqué.

Le développement des coopératives de commerçants et de consommateurs sera stimulé. La propriété et la gestion de certaines grandes surfaces de vente pourront leur être transférées.

4) PAR LA REFORME REGIONALE ET COMMUNALE

Une Assemblée régionale élue, comme toutes les autres assemblées, à la représentation proportionnelle, décidera de la satisfaction des besoins régionaux. Une véritable réforme des finances locales libérera les Communes de l'actuelle tutelle étatique.

■ **LE PARTI SOCIALISTE VEUT QUE CHAQUE CITOYEN PRENNE EN MAIN SON AVENIR, QUE CHACUN PARTICIPE AUX DECISIONS QUI LE CONCERNENT...**

UNE VERITABLE PARTICIPATION

Elle se fera :

1) DANS LA LIBERTÉ

La gauche rétablira les libertés tronquées, garantira le droit à l'information et le pluralisme politique.

2) DANS LA CONNAISSANCE

Un véritable service public de l'Education Nationale permettra le développement de l'homme, du travailleur et du citoyen.

3) DANS L'ÉGALITÉ

Entre l'homme et la femme, entre les couches sociales, entre les régions. Aucun salaire ne doit être inférieur à 1 000 F par mois. La défense du pouvoir d'achat des travailleurs, la lutte contre l'inflation, une application effective de la législation sociale, telles sont entre autres les mesures à prendre.

4) DANS LA PAIX

Partisan d'une Europe des travailleurs et non des monopoles, le Parti Socialiste favorisera le désarmement général, l'entente entre les peuples et leur promotion.

Le Programme du Parti Socialiste et le Programme Commun de Gouvernement constituent les véritables chances de la France.

Parce que vous croyez à la Démocratie et au Bonheur de tous, faites confiance

au PARTI SOCIALISTE

et à son candidat :



Vu, le Candidat : Edmond HERVÉ — Le Suppléant : Henri DAUCÉ

IMP. RIGAULT - RENNES